

Climat : vers un réchauffement "catastrophique", alerte l'ONU

L'année 2020 a égalisé 2016 sur l'échelle des années les plus chaudes dans le monde, malgré le refroidissement provoqué en fin d'année par le phénomène océanique naturel de La Niña.

Article rédigé par

[Franceinfo avec AFP](#)

France Télévisions

Publié le 14/01/2021 23:33 Mis à jour le 14/01/2021 23:35

Une énième alerte. Le monde se dirige vers un [réchauffement climatique](#) "catastrophique" au XXI^e siècle, après une année 2020 record à égalité avec 2016, a alerté jeudi 14 janvier l'ONU, appelant à "*faire la paix avec la nature*". Selon une consolidation de cinq grandes bases de données internationales effectuée par l'Organisation météorologique mondiale (OMM), une agence de l'ONU, l'année 2020 a rejoint 2016 sur la plus haute marche des années les plus chaudes dans le monde, en apothéose d'une décennie de températures record.

"2020 a été une année difficile pour la planète. Ce fut l'année la plus chaude jamais enregistrée, dépassant à peine le record établi en 2016 de moins d'un dixième de degré", a indiqué pour sa part la Nasa. Ce réchauffement record a été atteint malgré le refroidissement provoqué en fin d'année par le phénomène océanique naturel qu'est La Niña. Alors que 2016, elle, avait été marquée par un fort épisode El Niño, phénomène océanique naturel qui entraîne une hausse des températures.

"Un prélude de ce qui va suivre"

Il est "*manifeste que le changement climatique induit par l'homme est à présent aussi puissant que la force de la nature*", assure le Secrétaire général de l'OMM, Petteri Taalas. L'épisode La Niña qui a débuté fin 2020 devrait se poursuivre jusqu'au milieu de cette année. Ses effets sont généralement plus forts la deuxième année de leur apparition, et il reste donc à voir dans quelle mesure le refroidissement induit par La Niña pourrait temporairement freiner la tendance générale au réchauffement.

Selon l'OMM, les caractéristiques remarquables de l'année 2020 sont une chaleur persistante et des feux de forêt en Sibérie, la faible étendue de la banquise arctique et une saison record des ouragans dans l'Atlantique. "*Cette année a été un exemple très frappant de ce que c'est que de vivre sous certains des effets les plus graves du changement climatique que nous avons prédit*", a souligné Lesley Ott, du centre Goddard de la Nasa.

En 2020, "*nous avons fait l'expérience directe de la façon dont la chaleur s'exprime sur notre planète. Les grands incendies, les ouragans intenses et la fonte des glaces que nous avons connus en 2020 sont les conséquences directes du changement climatique provoqué par l'homme*", a relevé la Nasa. Autant de catastrophes qui devraient s'intensifier au cours de la prochaine décennie, surtout si les émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine se poursuivent au rythme actuel. "*Ce n'est pas la nouvelle norme. C'est un prélude de ce qui va suivre*", a averti Gavin Schmidt, directeur de l'institut des études spatiales au centre Goddard de la Nasa.

Courrier International Paris

Cinq ans après sa signature, où en est-on de l'accord de Paris ?

Publié le 12/12/2020 - 06:09

À droite, Laurent Fabius, alors ministre des Affaires étrangères et du Développement international en France, président de la COP21, et Christiana Figueres (à gauche), secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, au Bourget le 12 décembre 2015 pour la signature de l'accord de Paris. **REUTERS/Stephane Mahe**

Ce 12 décembre un sommet sur le climat doit se tenir à Londres et en ligne. Mais c'est surtout le jour anniversaire de l'accord de Paris dont l'objectif est de limiter le réchauffement de la planète. Quel bilan pour le moment ?

*“Selon un nouveau rapport, plus de cinquante des plus grandes villes du monde sont sur la bonne voie pour aider à maintenir le réchauffement de la planète en dessous de 1,5 °C [par rapport à l'ère préindustrielle] et à lutter contre les pires effets de la crise climatique”, rapporte **The Guardian** le 11 décembre. À la veille du cinquième anniversaire de la signature de l'accord de Paris, et alors que doit s'ouvrir un important sommet sur le climat, cette information a de quoi réjouir.*

Mais pour certains, le premier bilan à cinq ans de cet accord historique ratifié par 188 pays, visant à limiter le réchauffement, est plutôt décevant. En 2014 par exemple, les émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES), responsable du dérèglement climatique, s'élevaient à 52,7 gigatonnes d'équivalent CO₂. Loin d'avoir diminué, ces émissions ont atteint un nouveau record en 2019, culminant à 59,1 gigatonnes d'équivalent CO₂ selon le rapport 2020 de l'UN Environnement programme.

En outre, selon le rapport 2020 Climate Change Performance Index (CCPI), publié par le Germanwatch, le Climate Action Network et le NewClimate Institute, *“aucun des pays étudiés n'est sur une trajectoire compatible avec les objectifs de l'accord de Paris”*, signale le journal canadien **La Presse**, qui fait remarquer que son pays se trouve très bas dans le classement, à la 55^e position sur 61. *“Bien que le Canada soit reconnu pour son rôle proactif au niveau international, les experts continuent d'observer une différence entre le leadership international en matière de climat et la mise en œuvre nationale”*, note les auteurs du rapport. En d'autres termes, en matière climatique, le Canada serait champion du *“faites ce que je dis, pas ce que je fais”*.

Des catastrophes climatiques en série

Sans surprise, le mauvais élève de ce classement est les États-Unis. Sous l'impulsion de l'actuel président Donald Trump, le pays a quitté l'accord de Paris et renoncé à toute politique en faveur de la protection de l'environnement et de la lutte contre le réchauffement. Mais l'arrivée en janvier de Joe Biden à la Maison-Blanche devrait changer la donne. Une bonne nouvelle quand on sait que les États-Unis demeurent le premier pays émetteur de GES par habitant, contribuant ainsi énormément au dérèglement climatique d'origine humaine.

Toujours selon le rapport CCPI, le Brésil quant à lui – considéré comme le sixième plus grand émetteur de GES de la planète – semble avoir fait des efforts, en particulier en matière d'énergies renouvelables. Le site Ecoa, du portail d'informations Uol, rappelle que l'engagement du pays était de réduire son niveau d'émissions de CO₂ de 37 % d'ici à 2025 par rapport à celles de 2005. Or, note le site :

Les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de 9,6 % en 2019 [par rapport à l'année précédente] en raison de la déforestation croissante en Amazonie.”

La poursuite de l'augmentation des émissions de GES partout dans le monde fait qu'aujourd'hui la température moyenne a d'ores et déjà augmenté de plus de 1 °C au-dessus des niveaux préindustriels, chaque année est plus chaude que la précédente, en 2020 la Sibérie a enregistré des records de chaleurs, les catastrophes climatiques – ouragans, inondations, feux de forêts – se sont enchaînées, et les glaces de l'Arctique fondent plus vite que jamais.

Ce qui a fait dire au secrétaire général des Nations unies, António Guterres, [lors de son discours sur l'état de la planète, le 2 décembre](#) :

L'humanité fait la guerre à la nature. C'est une entreprise suicidaire. Car la nature répond toujours coup pour coup, et elle le fait déjà avec une force et une fureur de plus en plus grandes. La biodiversité s'effondre. Un million d'espèces sont menacées d'extinction."

"On aurait tort de juger l'accord de Paris sur la base de ses seuls mauvais présages et de ne pas reconnaître les progrès remarquables qui ont été réalisés depuis pour le climat, note cependant The Guardian dans un autre article. Cette année, les énergies renouvelables représenteront près de 90 % des nouvelles capacités de production construites à travers le monde, indique l'Agence internationale de l'énergie (AIE), et d'ici à 2025, elles auront pris la place du charbon comme principale source d'énergie."

Des promesses de neutralité carbone pour 2050 et après

Et pour certains experts, malgré le manque de résultats concrets, l'accord de Paris est considéré comme une réelle référence sur laquelle se baser pour établir des politiques climatiques. C'est ce que pense Asa Persson, chercheuse au Stockholm Environment Institute, citée par le journal suédois **Dagens Nyheter**. Pour elle, *"la situation a drastiquement changé, surtout cette dernière année, lorsque les gros pays émetteurs ont promis de réduire leurs émissions sur le long terme"*.

Le président chinois Xi Jinping a en effet créé la surprise en septembre en annonçant que la Chine – pays qui émet le plus de GES en valeur absolue – s'était fixé l'objectif d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2060. *"D'autres gros émetteurs comme le Royaume-Uni, le Japon, la Corée du Sud ou encore l'Afrique du Sud ont promis d'atteindre cette neutralité carbone déjà en 2050, ce qui est aussi l'objectif du président élu Biden"*, rappelle le journal suisse **Le Temps**.

De son côté, le ministre brésilien de l'Environnement, Ricardo Salles, a annoncé que le Brésil s'engageait à atteindre la neutralité carbone en 2060 et conservait l'objectif défini en 2015 de réduire de 43 % les émissions d'ici à 2030. L'organisme spécialisé Climate Action Tracker estime, si toutes ces promesses étaient tenues, que [le réchauffement pourrait être contenu à 2,1 °C à la fin du siècle, par rapport à l'ère préindustrielle](#) – un niveau pas si éloigné de celui visé par l'accord de Paris.

"Faire des promesses pour 2050 est une chose, mais des changements politiques majeurs sont nécessaires maintenant pour faire basculer les économies nationales sur une base sobre en carbone", estime *The Guardian* pour qui *"le renouvellement des engagements à plus court terme de l'accord de Paris sera essentiel"*.

L'accord de Paris demeure le meilleur espoir

D'autant que, rien que pour le Brésil, les calculs du ministère se fondent sur les émissions de 2005 qui ne prennent pas en compte leur récent réajustement à la hausse. *"Avec ce nouvel objectif, le Brésil va arriver en 2030 en émettant 400 millions de tonnes de gaz à effet de serre en plus de ce qui était prévu auparavant"*, [avertit le site Terra](#).

"De nouvelles annonces sont toutefois attendues sous peu, car l'accord de Paris prévoit que les États revoient leurs promesses de réduction d'émissions à la hausse tous les cinq ans, rappelle Le Temps. Seuls seize pays ont pour l'heure fait part d'objectifs révisés, dont la Suisse, mais aussi tout récemment le Royaume-Uni, qui vient d'annoncer viser - 68 % d'émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030." Quant à l'Union européenne, elle vient de s'engager à réduire "d'au moins 55 %" ses émissions d'ici à 2030 par rapport à 1990.

Dans ce contexte, le sommet sur le climat de ce 12 décembre est une étape importante, mais la COP26 qui doit se tenir à Glasgow – reportée à 2021 à cause de la pandémie – sera le test clé. *"Cinq ans après sa signature, l'accord de Paris offre toujours le meilleur espoir d'éviter les pires ravages liés au dérèglement climatique,*

estime *The Guardian*. *La question est de savoir si les pays sont prêts à le soutenir par des actions plutôt que par plus d'air chaud.*»

Le Monde

Au One Planet Summit, une mobilisation politique inédite pour la biodiversité
Les engagements annoncés par les décideurs réunis lundi à Paris et en visioconférence devront se concrétiser pour espérer enrayer l'érosion du vivant.

Par [Perrine Mouterde](#)

Publié le 12 janvier 2021 à 01h36 - Mis à jour le 12 janvier 2021 à 07h06

La militante Greta Thunberg et Greenpeace n'y ont vu que du « *bla-bla* » et un « *défilé de vieilles annonces* », quand d'autres acteurs de la protection de l'environnement saluent une mobilisation inédite et des engagements importants.

Le [premier One Planet Summit consacré à la biodiversité, organisé par la France lundi 11 janvier](#), a lancé une série de rendez-vous cruciaux visant à aboutir, à la fin de l'année, à l'adoption d'une nouvelle feuille de route mondiale pour la protection des écosystèmes lors de la 15^e Conférence des parties (COP15) de la Convention sur la diversité biologique (CDB).

« *Le constat scientifique [concernant la perte de biodiversité] est sans appel*, a rappelé le président Emmanuel Macron depuis l'Élysée. *C'est à une transformation profonde et rapide de notre modèle de développement que nous sommes appelés. Notre avenir et celui de la planète dépendent de ce que nous faisons ici et maintenant.* »

Favoriser l'agroécologie, mobiliser des financements nouveaux, améliorer la lutte contre la déforestation... Une trentaine de décideurs – parmi lesquels les premiers ministres britannique et canadien, la chancelière allemande, la présidente de la Commission européenne, le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé... – se sont exprimés sur ces sujets majeurs. « *Ce sommet témoigne d'une prise de conscience au plus haut niveau*, se réjouit Bruno David, le président du Muséum national d'histoire naturelle. *Moi qui suis biologiste, cela me rassure sur le fait que la biodiversité est réellement entrée dans les agendas.* »

« **Toutes les vulnérabilités sont liées** »

D'ici à la COP15, la Coalition de la haute ambition pour la nature et les peuples entend convaincre le plus grand nombre de pays possibles d'endosser [l'objectif de placer sous protection un tiers de la surface de la Terre d'ici à 2030](#) – quand 7 % des océans et 15 % des espaces terrestres sont aujourd'hui protégés. Le sommet a été l'occasion pour l'Allemagne et l'Italie notamment d'annoncer leur ralliement à cette alliance, qui compte désormais une cinquantaine de membres.

L'idée de placer 10 % des terres et des mers sous protection forte – ce à quoi la France s'est engagée au niveau national – n'a en revanche pas été abordée, faute de consensus. « *L'objectif d'étendre les zones protégées est sur la table depuis longtemps déjà, mais le flou persiste quant au niveau de protection envisagé et les mesures concrètes qui seraient mises en œuvre* », a regretté François Chartier, chargé de campagne Océans pour Greenpeace France.

Une nouvelle initiative pour une mer Méditerranée « *exemplaire* » en 2030 a par ailleurs été lancée autour de quatre axes : l'élargissement des espaces protégés, la fin de la surpêche, l'élimination de la pollution marine et du plastique à usage unique et le développement de transports maritimes plus propres. Si la Méditerranée ne représente que 1 % de la surface des océans, elle jouit d'une biodiversité particulièrement riche – avec plus de 17 000 espèces recensées – mais aussi fortement menacée. Le congrès de l'Union internationale de conservation de la nature, prévu en septembre à Marseille, doit être l'occasion de porter cette initiative embryonnaire.

Ce sommet a également été l'occasion d'affirmer les liens entre les trois crises majeures que sont le dérèglement climatique, l'érosion de la biodiversité et la pandémie de Covid-19. « *Toutes les vulnérabilités sont liées* », a rappelé le président français.

Les forêts, qui occupent près d'un tiers de la surface terrestre, sont à la croisée de ces problématiques. La Commission européenne a annoncé qu'elle proposerait en juin une législation visant à restreindre progressivement la mise sur le marché de matières premières liées à la déforestation. « *Pour changer les règles du jeu, il faut adopter des lois à l'échelle du continent*, a souligné le député européen Pascal Canfin (Renew Europe). *Nous allons utiliser des outils satellitaires qui nous permettent de tracer à l'hectare près ce qui est produit.* »

« **Actions concrètes et engagements politiques** »

La convergence entre le climat et la biodiversité s'est aussi exprimée concernant les financements, par le biais d'un appel à ce que [30 % des investissements en faveur du climat soient aussi bénéfiques à la protection de la nature](#) d'ici à 2030.

Lors d'un événement organisé en marge du sommet, une enveloppe de près de 12 milliards d'euros sur cinq ans a par ailleurs été constituée pour permettre de relancer la Grande Muraille verte, un projet initié il y a une quinzaine d'années destiné à prévenir l'avancée du désert dans le Sahel.

Pour Arnaud Schwartz, le président de France nature environnement (FNE), ces engagements sont d'autant plus importants qu'ils se complètent. « *Nous avons besoin de solidarité entre les continents ; nous avons besoin d'une Grande Muraille verte au Sahel et de plus petites murailles vertes à l'échelle de chaque pays ; nous avons besoin de protéger nos forêts ici et ailleurs.* »

« *L'Europe, l'Afrique, l'Amérique du Sud et du Nord ont été très présentes au cours de ce sommet mais je suis de plus en plus inquiet de ne pas voir l'Asie prendre sa place* », remarque toutefois Basile van Havre, le coprésident du groupe de la CDB dédié aux négociations du cadre post-2020. La Chine, qui accueillera la COP15 et s'est exprimée par la voix de son vice-premier ministre, a simplement appelé à un « *effort collectif* », sans impulser de dynamique ambitieuse.

Comme en réponse à Greta Thunberg, Emmanuel Macron a pris les devants en concluant le sommet. « *Certains nous diront que c'est du bla-bla, a-t-il lancé. Je crois que changer les choses suppose des actions concrètes sur le terrain mais aussi des engagements politiques tels que ceux pris ici.* »

Urgence à agir

Si l'ONG Humanité et biodiversité salue une mobilisation inédite en faveur de la biodiversité, hissée pour la première fois au même niveau que le climat, elle regrette que cette prise de conscience arrive tardivement.

« *Il n'y a finalement pas beaucoup d'engagements nouveaux par rapport à ceux adoptés par la communauté internationale il y a dix ans à Aïchi, au Japon* », note sa directrice, l'ancienne eurodéputée Sandrine Bélier. « *Il y a des annonces, il faudra voir maintenant comment elles se traduisent en actes* », souligne aussi Véronique Andrieux, la directrice générale du Fonds mondial pour la nature (WWF).

A la tête du groupe de travail chargé de rédiger le projet de cadre mondial qui sera discuté en Chine, Basile van Havre salue un sommet utile et des dynamiques positives. Il regrette toutefois que l'urgence à agir ne se soit pas exprimée plus fortement, alors que l'agenda des négociations s'annonce particulièrement serré. « *Je sais que si certains veulent avancer rapidement, d'autres n'y sont pas prêts*, note-t-il. *Or si on rate une échéance, on ne parviendra pas à un accord ambitieux en 2021.* »

[Perrine Mouterde](#)

Le Monde

Climat : la justice invitée à condamner l'Etat pour « carence fautive » dans « L'affaire du siècle »
Le recours soutenu par la pétition de masse contre l'« inaction climatique » du gouvernement était examiné jeudi par le tribunal administratif de Paris. La rapporteuse publique a demandé à ce que l'Etat soit condamné à verser un euro symbolique.

Par [Stéphane Mandard](#)

Publié hier à 15h56, mis à jour hier à 21h22

L'audience était très attendue. Deux ans après avoir recueilli plus de 2 millions de signatures en moins d'un mois – une mobilisation sans précédent en France –, pour dénoncer l'« *inaction climatique* » de l'Etat, « L'affaire du siècle » avait rendez-vous, jeudi 14 janvier, devant la justice. Les quatre ONG à l'origine de la pétition (Notre affaire à tous, Greenpeace, Oxfam et la Fondation Nicolas Hulot) avaient déposé [en mars 2019 un recours devant le tribunal administratif de Paris pour « carence fautive » de l'Etat](#). Jeudi après-midi, leurs représentants avaient le sourire. Et pour cause, au terme de ce qu'elle a elle-même qualifié de « *premier grand procès climatique en France* », la rapporteuse publique Amélie Fort-Besnard, à l'issue d'une argumentation de près de deux heures, a invité le tribunal à reconnaître la « *carence fautive* » de l'Etat. Le jugement a été mis en délibéré mais, dans une grande majorité des cas, le tribunal suit les conclusions de son rapporteur.

La magistrate a demandé « *la condamnation de l'Etat* » à verser un euro symbolique aux associations requérantes (hormis Notre affaire à tous, jugée trop récente) pour « *le préjudice moral résultant de sa carence fautive à n'avoir pas pris toutes les mesures nécessaires pour respecter la trajectoire de réduction des gaz à effet de serre qu'il a lui-même établie* » pour être en mesure de tenir tant ses objectifs nationaux que ses engagements internationaux. La France s'est engagée à diminuer ses émissions de 40 % d'ici à 2030 par rapport au niveau de 1990 et à atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050.

« Correction de la trajectoire »

Or le pays n'est pas du tout sur la bonne trajectoire. Dans son rapport annuel, publié en juillet 2020, le Haut Conseil pour le climat jugeait très sévèrement la politique du gouvernement : « *Les actions climatiques ne sont pas à la hauteur des enjeux ni des objectifs.* » Ainsi, les émissions de gaz à effet de serre ont baissé seulement de 0,9 % entre 2018 et 2019, alors que le rythme devrait être d'une diminution annuelle de 1,5 %, et de 3,2 % à partir de 2025 pour atteindre la neutralité carbone en 2050. Et encore ces objectifs ont-ils été revus depuis à la baisse par le gouvernement, contre l'avis du Haut Conseil.

Tempêtes, ouragans, submersions, inondations, canicules... la rapporteuse publique a rappelé que 62 % de la population française était particulièrement exposée aux effets graves du dérèglement climatique et que l'existence d'un « *préjudice écologique* » ne souffrait donc aucune contestation. Elle a même estimé que le « *surplus de gaz à effet de serre* » généré par son incapacité à tenir ses engagements de réduction des émissions et « *le manque de règles contraignantes* » pour inciter à adopter une mode de vie moins énergivore et décarboné, contribuaient à « *l'aggravation* » de ce préjudice écologique. La magistrate a toutefois écarté la demande de réparation dudit préjudice au motif que cette « *réparation pourrait résider dans la correction de la trajectoire* », laquelle est au cœur des demandes des ONG.

« Une révolution »

Dans son mémoire en défense, le gouvernement avait rejeté les accusations d'inaction et mis en avant sa loi énergie-climat de 2019. Celle-ci « *renforce les objectifs climatiques* » en visant une baisse de 40 % de la consommation d'énergies fossiles d'ici à 2030, assure-t-il. Des arguments qui n'ont pas convaincu la rapporteuse publique. « *Affirmer que les objectifs ne seront pas tenus seulement à l'aune du premier budget carbone [2015-2017], ce n'est pas un procès juridique mais un procès d'intention* », a contesté le ministère de

la transition écologique, représenté à l'audience par sa directrice des affaires juridiques, Aurélie Bretonneau. Le ministère a rappelé qu'en raison de la baisse d'activité due au coronavirus, la France devrait même être en avance sur ses objectifs de 2020 et 2021.

« Les conclusions de la rapporteuse sont porteuses d'une révolution, car elles reconnaissent la responsabilité de l'Etat dans son incapacité à tenir ses engagements en matière de réduction des gaz à effet de serre, estime de son côté Clémentine Baldon, l'avocate de la Fondation Nicolas Hulot. Le tribunal est invité à considérer que la trajectoire est bien contraignante et que tous les moyens n'ont pas été mis en œuvre pour qu'elle soit respectée. »

L'audience de jeudi s'inscrit dans le prolongement de la décision, tout aussi inédite, rendue le 19 novembre 2019 par le Conseil d'Etat. Dans un autre recours visant l'inaction climatique de l'Etat, déposé cette fois par la ville de Grande-Synthe (Nord), la plus haute juridiction administrative a fixé un ultimatum à l'exécutif en lui donnant trois mois pour *« justifier que la trajectoire de réduction à horizon 2030 pourra être respectée »*.

« Revoir sa copie »

Dans le cadre de « L'affaire du siècle », là aussi, la rapporteuse propose au tribunal d'accorder un délai supplémentaire au gouvernement avant d'*« enjoindre à l'Etat de prendre différentes mesures pour faire cesser l'aggravation du préjudice écologique et atteindre ses objectifs en matière de réduction des gaz à effet de serre »*. Pour le directeur général de Greenpeace France, Jean-François Julliard, ce serait *« l'accomplissement le plus abouti : que le tribunal contraigne l'Etat à revoir sa copie et à reprendre ses politiques publiques. Là, Emmanuel Macron, qui continue à se présenter comme le champion du climat, ne pourrait pas rester les bras ballants »*.

Une victoire devant les tribunaux, espèrent les ONG, modifiera le rapport de force politique au moment où le projet de loi issu des propositions de la Convention citoyenne sur le climat, jugé *« très insuffisant »*, doit être présenté le 10 février en conseil des ministres.

[Stéphane Mandard](#)

Le Monde

Nathan Méténier, le militant écolo devenu jeune conseiller climat auprès de l'ONU. Le jeune Français, porte-parole de Youth and Environment Europe, fait partie d'un « conseil » de sept jeunes sur le climat, mis sur pied en juillet par le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres.

Par [Audrey Garric](#)

Ses jours de repos ressemblent à ceux d'un ministre. Durant la trêve hivernale, entre deux balades dans les massifs alpins de la Chartreuse et de Belledonne, Nathan Méténier a dû rattraper des dossiers en retard et répondre à une centaine de messages. Le jeune homme de 21 ans jongle entre ses études à la London School of Economics, un travail à mi-temps et trois associations environnementales. Depuis juillet, une nouvelle casquette est venue s'ajouter : jeune conseiller pour le climat du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres.

Le Grenoblois a été sélectionné [aux côtés de six autres jeunes, âgés de 18 à 28 ans](#) et venant du Soudan, de Moldavie, des Etats-Unis, des îles Fidji, du Brésil et d'Inde, pour fournir *« des perspectives, des idées et des solutions qui nous aideront à intensifier l'action en faveur du climat »*, selon les mots d'Antonio Guterres. Cette nouvelle équipe doit rencontrer le patron des Nations unies tous les trois mois jusqu'à la fin 2021. Une première réunion a déjà eu lieu mi-août en visioconférence. *« C'est une grosse responsabilité »*, reconnaît Nathan Méténier. Mais il prévient : *« On ne sera pas la caution jeune. On garde notre esprit critique et on attend des réponses claires à nos demandes. »*

Les sept militants – dont une avocate, un économiste et une diplomate – ont déjà préparé leurs requêtes pour la prochaine entrevue avec Antonio Guterres, au cours du mois de janvier. Ils demandent que les pays ne renflouent pas leurs industries sans écoconditionnalités dans leurs plans de relance, la reconnaissance des droits des peuples autochtones, la qualification de l'écocide comme un crime contre l'humanité ou encore la création de davantage de sanctuaires marins. « *On fait aussi beaucoup de réunions avec les agences onusiennes, comme le Programme des Nations unies pour l'environnement, ainsi que des décideurs* », glisse Nathan Méténier.

« Une grande colère »

Le jeune homme veut que les « *dirigeants se sentent observés et redevables* » car « *c'est de notre futur qu'il s'agit* ». « *Ils prennent des décisions à des échéances, comme 2050, où ils ne seront plus là, tandis que nous serons victimes de leur inaction. C'est pourquoi les jeunes doivent faire partie de ces décisions.* » Il compte bien y œuvrer tout au long d'une année 2021 qui sera cruciale pour le climat, jusqu'à la COP26 organisée en novembre à Glasgow (Ecosse), qui sera précédée par une COP des jeunes.

Avant d'en arriver à parler à l'oreille des dirigeants, Nathan Méténier est devenu un activiste aguerri. L'urgence climatique, le jeune homme l'a saisie très tôt en vivant à Saint-Martin-d'Uriage (Isère) et en se rendant fréquemment au Mont-Blanc, où il a observé, année après année, le recul de la mer de Glace. « *J'ai lu des livres, écouté des gens, et un jour j'ai compris l'immensité de la crise climatique et de l'érosion de la biodiversité*, explique-t-il. *J'ai ressenti une immense frustration et une grande colère.* »

Nathan Méténier s'exprime lors d'une rencontre du European Economic and Social Committee, en octobre 2019. European Economic and Social Committee

Une forme de révolte qu'il a souhaité transformer en action, pour « *aller mieux* ». Ses premières batailles, il les a menées dans son lycée et auprès de sa famille, en les sensibilisant aux questions environnementales. Puis, lors de ses études à Sciences Po Grenoble ainsi qu'à l'université d'Edimbourg où il a suivi un cursus sur les politiques environnementales et énergétiques.

Mais c'est la figure de Greta Thunberg, la jeune activiste suédoise à l'origine du mouvement des grèves scolaires pour le climat, qui allume l'« *étincelle* ». « *Elle a légitimé la présence des jeunes sur le devant de la scène*, explique-t-il. *Je me suis rendu compte qu'on était des milliers à se battre pour la même cause dans le monde entier.* »

Changements « très lents »

En 2019, Nathan Méténier devient porte-parole de Youth and Environment Europe, un réseau de jeunes sur le climat en Europe. Il cofonde Generation Climate Europe, une coalition de réseaux européens de jeunesse pour « *faire monter en compétence des jeunes* » et les « *inclure dans les processus décisionnels* ». « *J'essaie d'utiliser mes privilèges d'étudiant blanc d'Europe de l'Ouest pour aider des jeunes militants pour le climat d'autres pays, que ce soit dans les Balkans ou en Amérique latine* », explique ce fils d'une consultante dans l'édition et d'un salarié d'une fondation dans l'enseignement supérieur.

Depuis septembre 2020, l'activiste suit à mi-temps un master en politiques environnementales et en relations internationales à la London School of Economics, où il se « *frotte à un monde qui promeut une croissance et un profit infinis* », lui qui appelle à plus de sobriété et qui a arrêté de prendre l'avion pour ses loisirs à 19 ans.

Etre écouté des dirigeants ne signifie pas être entendu, note-t-il. S'il considère que le Green Deal européen n'aurait jamais été adopté sans la pression du mouvement des jeunes pour le climat, il déplore que les changements soient « *très lents* ». « *Les plans de relance continuent de financer les énergies fossiles et le risque climatique n'est toujours pas traité de manière transversale dans toutes les politiques* », déplore-t-il.

L'activiste, qui juge que l'inaction des politiques lui a « *volé les moments de liberté que devrait procurer la vie étudiante* », se voit continuer de militer dans le mouvement climat dans les prochaines années. Avec, toujours, quelques randonnées en montagne pour – un peu – souffler.

[Audrey Garric](#)